

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vasseurbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economie ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REBOUX

Le Nord de la France :
Trois mois... 13 f.
Six mois... 26
Un an... 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.

RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite

Ce numéro a un supplément

ROUBAIX, 12 FÉVRIER 1870

Tout est fini, l'émeute est terminée. Un froid intense, nous écrit-on de Paris, a chassé les curieux; l'attitude énergique de l'autorité a mis un terme aux essais de barricades des jeunes blousiers; le ridicule qui a tué moralement les meneurs, a fait le reste. Nous savons donc enfin ce que valaient ces terribles menaces de la Marseillaise et du Réveil; la bande de M. Flourens, composée de cent, de soixante, puis d'un seul émeutier, voilà le fameux peuple souverain devant lequel tous les pouvoirs et la société elle-même devaient courber humblement la tête.

Tous les journaux reproduisent le compte-rendu des déceptions de M. Flourens, rédigé par le héros lui-même. Il n'y arien à ajouter à cette peinture naïve de l'arrogance d'abord, de la lacheté ensuite, de ces pourfendeurs bouffons qui depuis tant de mois ne faisaient qu'une bouchée de l'Empire et de l'ordre social. Les naïfs tremblaient rien qu'en les voyant apparaître à la tribune des Folies-Belle ville. Hélas! ce n'étaient que d'assez pauvres copies des capitaines Fracasse de la comédie italienne.

A part quelques pauvres dupes, comme il s'en trouve toujours en pareille circonstance, aucun des clubistes irréconciliables n'a été seulement aperçu faisant mine de défendre le drapeau socialiste au péril de sa vie. Quand Flourens s'est levé, tous ont disparu, laissant aux niais le soin de tirer les marrons du feu. L'évanouissement a même été si subit, qu'on n'a pu indiquer les vasistas par lequel ils ont passé. Les anciens insurgés des Arts et Métiers apprécieront ce progrès dans l'art d'effectuer les retraites.

Disons le donc, aujourd'hui que les événements affirment la vérité, le peuple, le vrai peuple, celui qui travaille et constitue à la fois la richesse et la force de la nation, n'a pris aucune part à l'échauffourée de ces dernières nuits. Bien mieux, il a vu quel cœur apportaient au combat ceux qui s'arrogeaient la mission de le conduire. Il ne les condamnerait pas pour leurs idées, qu'il les abandonnerait pour leur lacheté. Désormais, il ne les aidera pas même de sa curiosité; s'ils osent menacer encore et vociférer dans les rues de la Capitale, il dédaignera d'aller les entendre et fera le vide autour d'eux.

J. REBOUX.

Au banquet offert à Paris cette semaine à M. Pouyer-Quertier, M. Feray, d'Essonne, a porté en ces termes un toast à l'illustre défenseur de l'industrie nationale :

Messieurs,

Au nom de 2,000 industriels, négociants et armateurs occupant 387,000 ouvriers, employés et marins, nous offrons à M. Pouyer-Quertier, manufacturier, député de Rouen de 1857 à 1869, ce témoignage de notre profonde reconnaissance pour les éclatants services qu'il a rendus à l'industrie, au commerce et à la marine marchande.

A Gobden, le chef de la ligue contre la loi des céréales, l'habile négociateur du traité de commerce avec la France, les manufacturiers anglais ont fait présent d'un million.

A Pouyer-Quertier, le président de la ligue nationale du travail, à Pouyer-Quertier, dont la fortune est le fruit du travail de son père pendant cinquante-cinq années, de son propre travail depuis trente années; les manufacturiers français décernent cette statue de l'industrie dont il a été depuis 12 ans, dont il est encore aujourd'hui l'infatigable et éloquent défenseur.

Monsieur, nous remettons dans vos mains la liste des souscripteurs; les noms qu'elle contient sont bien connus dans plus de la moitié de nos départements.

Vous y verrez figurer ces industries si importantes et si variées qui, d'un bout de la France à l'autre versent chaque année tant de millions en salaires dans la classe ouvrière et qui font la richesse et la force de notre chère patrie.

Venise, au temps de sa puissance, inscrivait les noms de ses nobles sur un livre qu'on appelait le Livre d'or; pour vous, monsieur, pour votre respectable père, pour votre digne compagne dont le dévouement vous a soutenu dans les temps difficiles, pour votre famille, pour vos ouvriers, que nous sommes heureux de voir au milieu de nous, s'associant à l'hommage rendu à leur chef bien aimé, ce livre est vraiment le Livre d'or, car il constitue le plus beau titre de noblesse qui ait jamais été donné à un manufacturier. (Applaudissements répétés.)

Jamais, monsieur, services aussi grands que les vôtres n'ont été rendus à l'industrie française, jamais aussi l'industrie française n'a été décerné à l'un de ses enfants une récompense aussi éclatante.

Messieurs! la France ne pourrait manquer de décroître en richesse et en puissance, si jamais elle avait le malheur de laisser décroître son industrie!

En combattant pour son industrie, nous combattons pour sa richesse, pour sa puissance pour son rang dans le monde.

Nous combattons aussi pour son agriculture.

Ce serait une idée fautive, une idée funeste, de représenter l'agriculture et l'industrie comme deux rivales; ce sont deux sœurs dont le sort est étroitement lié; l'expérience de tous les temps, de tous les pays, prouve que l'agriculture n'est prospère que là où l'industrie est florissante. (Salve de braves.)

Nous combattons aussi pour le commerce, car le principal rôle du commerce

n'est-il pas d'importer les matières premières que l'industrie met en œuvre, et d'exporter les produits que l'industrie fabrique?

Enfin, nous combattons pour la marine marchande, cette grande industrie des transports maritimes, sans laquelle il ne peut y avoir ni colonies ni marine militaire.

L'agriculture, l'industrie, le commerce et la marine marchande, ce sont les quatre éléments de la fortune publique; aucun d'eux ne doit être sacrifié aux autres; la France ne peut être grande et prospère que s'ils se prêtent un mutuel appui.

Voilà, messieurs, les principes de la ligue nationale du travail.

Voilà les principes à la défense desquels, vous, Pouyer-Quertier, vous n'avez cessé de consacrer tout ce que la Providence, si généreuse pour vous, vous a donné de forces et de talent. (Bravos.)

Nous ne sommes pas des prohibitionnistes, nous ne nous abritons derrière aucun privilège, derrière aucun monopole, depuis 89; toutes les carrières industrielles ne sont-elles pas libres et ouvertes à tous ceux qui veulent s'y engager?

Marchons donc avec confiance, maintenant surtout que l'Empereur, par un noble détachement, nous a donné le gouvernement du pays par le pays.

Que la génération qui nous succède reçoive des mains des vieux soldats de l'industrie ce drapeau de l'industrie française qu'ils n'ont jamais déserté; qu'elle serre ses rangs autour de lui; qu'elle le tienne haut et ferme; la reconnaissance du pays tient des couronnes en réserve pour ceux qui suivront le glorieux chemin que vous, Pouyer, vous avez tracé.

Messieurs! je porte la santé de Pouyer-Quertier, l'honneur, le défenseur de l'industrie française!

Voici la réponse de M. Pouyer-Quertier :

Sous l'impression, dit-il, que je subis de ce moment vous n'attendez pas que je vous fasse un discours. Je veux vous dire, cependant, combien je tiens à remercier l'excellent ami qui s'est fait votre éloquent interprète, le digne petit-fils de l'immortel Oberkampf, qui créa l'industrie française. (Applaudissements.)

Les témoignages précieux de sympathie et d'estime que vous me donnez dans des conditions qui font de cette journée la plus mémorable de toute ma carrière, m'émouvant profondément. Laissez-moi en reporter une part sur ceux aux côtés desquels j'ai combattu depuis vingt ans, aux Feray d'Essonne, aux Seillères, etc., qui m'avaient devancé dans la défense des intérêts de l'industrie. Si, depuis vingt ans, j'ai pu faire quelque chose d'utile, je n'ai fait que suivre l'exemple qu'ils me donnaient.

Mon dévouement s'est fortifié de leurs conseils, de votre appui, en même temps qu'il s'éclairait de toutes les lumières de la discussion, loyalement acceptée, ardemment poursuivie.

Depuis quelque temps j'ai pu étudier de près et sur place les intérêts réels de certaines contrées : eh bien! je suis revenu convaincu que la conciliation est possible, qu'elle se fera, et que l'antagonisme qu'on cherche à perpétuer ne résulte que d'erreurs et de malentendus! (Applaudissements! très-bien! très-bien!)

Ma tâche a consisté à faire cesser, autant qu'il était en mon pouvoir, ces malentendus, à dissiper ces erreurs, qui se fussent évanouies bien vite, si le gouvernement personnel n'eût eu intérêt à les maintenir.

Je me suis rendu auprès de nos adversaires, à Bordeaux, cette patrie du libre-échange, et là, dans une réunion de plus de 4,000 personnes, j'ai pu dégager cette vérité des sophismes et des arguties, qu'il y avait solidarité intime entre nos intérêts, et que le midi avait autant besoin du Nord que le Nord du Midi. (Très-bien!)

Les traités de 1860 ont été conclus, vous le savez, sans la coopération du pays. J'ai là à mes côtés un homme, un ami, qui a été témoin de ce fait : Les industriels français consignés à la porte d'un ministre qui s'enfermait avec deux Anglais pour décider des destinées de son pays! (Bravos!)

Pendant douze ans, je crois avoir rempli mon mandat de député avec les obligations et la sévérité qu'il comportait. Je n'ai cessé de rechercher la vérité, de provoquer la lumière, sur les questions vitales. J'ai arraché le masque aux monopoles; j'ai pris à corps ces grandes compagnies qui, avec les douées franchises que leur laissait une coupable tolérance, ne faisaient que de l'agiotage lorsqu'elles prétendaient agir dans l'intérêt de l'industrie. Ce que j'ai fait, ce n'a pas été sans danger, sans m'exposer à des représailles, à des rancunes qui m'ont poursuivi jusque dans la satisfaction d'une ambition légitime.

Ces rancunes et le mécompte qu'elles m'ont préparés, vous m'en vengez noblement!

Quant aux abus que j'ai flétris, ils commencent déjà à recevoir leur châtimement et leur expiation! (C'est vrai! oui! oui! bravo!)

Je ne me suis jamais arrêté, et jamais je ne m'arrêterai devant un nom quel qu'il soit derrière lequel se cachent le gaspillage et l'exploitation illicite, sous couleur d'intérêt public. Ces sentiments d'aversion pour tout ce qui est indélicat et qui sont vos sentiments à tous, je les ai puisés dans la famille, dans ceux qui m'entourent. car l'industrie est partout honorée, et il faut venir à Paris pour voir s'épanouir au grand jour ces conspirations effrontées contre les éparques du pays.

Dans la lutte que j'ai soutenue à ce sujet, j'ai toujours été aidé par des amis aussi inflexibles dans leurs principes, par des collègues qui veulent bien me regretter aujourd'hui, et qui me prouvent une fois de plus leur affection, en venant ici même joindre leurs mains à celles que je me sens si heureux de presser.

Nos efforts n'ont pas été stériles. Nous sommes parvenus à appeler un contrôle rigoureux sur les affaires du pays. Les questions ne sont plus étudiées avec l'obligation de les résoudre dans le sens du gouvernement. La France fait enfin les affaires de la France et le gouvernement n'a plus qu'à exécuter nos volontés. Nous avons enfin l'enquête parlementaire, nous l'acceptons très-loyalement et nous sommes persuadés qu'elle fera puissamment ressortir les fautes par lesquelles certaines industries ont été sacrifiées. Ce qui a été surtout méconnu, ce sont ces promesses de 1860 qui, si elles avaient été tenues, n'eussent peut-être laissé place à aucune réclamation? (Très-bien! très-bien!)

Je ne veux pas plus de prohibition que de prohibition; ce que je veux, c'est que les termes de la concurrence soient sagement équilibrés, c'est que nous ne supportions pas des charges dont nos voisins soient affranchis. — Qu'on nous place sous le droit commun comme production et nous ne refuserons pas la lutte.

On a parlé de Gobden. — J'étais alors en Angleterre et je suivais partout ses prédications! Comment, lui en parlant, moi en l'écoutant, avons-nous pu arriver à des doctrines opposées? C'est bien simple, — il était Anglais. et j'ai l'honneur d'être Français! (Applaudissements répétés)

M. Gobden était Anglais, et son devoir était de faire disparaître les droits sur les matières alimentaires pour amener la vie à bon marché. Nos hommes d'état ont imité Gobden, mais pour arriver au résultat contraire. Faites la comparaison. Pendant qu'en Angleterre tout diminue, en France tout augmente, compris surtout les impôts.

Et voilà comment on a si sérieusement compromis, en même temps que l'existence de l'industrie, les intérêts de l'agriculture qui s'est toujours développée côte à côte avec l'industrie; de la marine, cette force si éminente nationale, qu'on se demande comment la loi de 1866 a pu pénétrer dans nos codes. On a promis de la modifier : on est encore à le faire. La France remplit le monde de son nom, mais à cette condition que vous donnerez à notre pavillon les moyens d'aller partout. Sacrifier la marine marchande, c'est sacrifier la marine militaire, c'est sacrifier en même temps qu'un des plus riches éléments de la prospérité nationale, une cause puissante de notre prépondérance au dehors.

Au milieu de cette splendide fête dont le souvenir ne s'effacera jamais de mon cœur, je veux encore une fois signaler à votre gratitude tous mes collaborateurs. Je vous le déclare sans fausse modestie, j'eusse été souvent désarmé dans la lutte, si j'avais eu derrière moi les encouragements et le concours de 52 départements représentés dans cette réunion, de ces populations ouvrières au milieu desquelles j'ai vécu, auxquelles je n'ai jamais refusé une seule minute de travail, quelques sacrifices que cette résolution dut me coûter. C'est avec elles, c'est avec vous tous, que je veux partager l'honneur exceptionnel qui m'est fait aujourd'hui.

Vous m'avez votre porte-drapeau? J'accepte : je remercie toute l'industrie du titre qu'elle vient de me conférer. C'est une dette nouvelle que je contracte, et, croyez le bien je l'acquitterai.

Unissez-vous donc autour de moi, et portons ensemble un toast à l'industrie, à l'agriculture au commerce, à toutes ces branches du travail national, qui sont la force et la prospérité du pays!

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE du Journal de Roubaix.

Paris, vendredi 11 février.

Le calme est rétabli : les braillards ont jeté leur feu; et comme le temps était glacial hier les curieux étaient restés chez eux. On croyait que tout scandale était fini, quand ce matin vers midi

FÉLLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 13 FÉVRIER 1870.

— 95 —

TRISTAN DE BEAUREGARD

PAR LE

MARQUIS DE FOUDRAS.

LXV

LES ANGIENS AMIS.

(Suite).

Le premier se dirigea immédiatement vers la rue du Houssaie; l'autre monta le perron Tortoni, et ayant trouvé le rez-de-chaussée envahi par les habitués de la Bourse, il installa dans un des salons du premier étage où il n'y avait encore personne.

Une heure, qui parut un siècle à Simon, s'écoula; aucun message ne lui vint de la part de Igornay.

Quo se, passe-t-il là-bas? — pensait-il. — Ce long silence d'un homme si expéditif

est-il d'un heureux augure? Ah! s'il allait ne pas réussir!

Et Simon ne pouvait détacher ses regards de la porte d'entrée, s'attendant à chaque instant à voir paraître un commissionnaire ou le valet de chambre de Tristan, ce qui lui eût semblé bien plus rassurant encore.

A onze heures un quart, des pas pressés se firent entendre dans l'escalier. Simon se leva, convaincu qu'il allait voir entrer le baron et son ami.

Il retombe contourné sur sa chaise. Il avait reconnu Bourrachon qu'accompagnaient trois inconnus.

Ces quatre personnages vinrent se placer à une table voisine de celle devant laquelle il était assis, et demandèrent bruyamment à déjeuner.

Simon ne remarqua pas que Bourrachon ne lui rendit pas le salut qu'il se crut obligé de lui faire : il ne pensait qu'à Tristan.

Tout à coup le nom de celui-ci, prononcé plusieurs fois à haute voix par les nouveaux venus, l'arracha à sa préoccupation : il prêta l'oreille.

J'avais prédit ce qui arrive — disait Bourrachon : c'est un flasco complet, une chute à ne jamais se relever. Il ne lui manquait en vérité plus que cela. Du reste, j'en suis ravi, car je n'ai jamais vu de morgue plus insolente que la sienne. C'est si ridicule dans le temps où nous vivons.

— A-t-il enfin payé sa dette de jeu? — reprenait un autre. — Quelques personnes en doutaient encore hier.

— Sa dette a été payée — répondit Bourrachon — mais ce n'est pas par lui.

— Ah! contez-nous cela, mon cher Adalbert — dirent à la fois les compagnons du célèbre sportsman.

Bourrachon ne se fit pas prier, et il donna immédiatement, à sa manière bien entendu, tous les détails de la visite que d'Igornay lui avait faite, entremêlant son récit de plaisanteries d'estaminet sur le digne gentilhomme, et de réflexions plus ou moins outrageantes pour l'honneur de Tristan.

Tout cela, mon cher — reprirent les trois auditeurs — ne prouve pas que cet original ne venait pas de la part du comte de Beaugard.

— Attendez la fin de l'aventure — poursuivit Bourrachon.

Pas plus tard qu'hier dans la soirée — reprit-il — les trois adversaires du comte de Beaugard, comme vous l'appeliez, ont reçu une lettre de lui, qui les prie de l'excuser s'il ne s'est pas encore acquitté envers eux. Il leur annonce, en outre, qu'il s'en occupe sérieusement. Doutez-vous encore?

— C'est bizarre.

— C'est incompréhensible.

— Je voudrais bien avoir un ami comme

ce monsieur à casquette en peau de renard.

— Je parie que c'est son père — ajouta Bourrachon. — Il est insolent comme lui. Du reste, si jamais je le rencontre, je lui apprendrai que quand on a un fils comme le sien, on ne doit pas porter la tête si haute.

— Et ne craindriez-vous pas, monsieur, de passer pour un lâche, en vous adressant à un vieillard lorsqu'il s'agit d'un jeune homme plus capable de vous répondre comme vous le méritiez?

A cette interpellation faite d'une voix énergique et cependant calme, par Simon, les quatre jeunes gens se tournèrent de son côté.

— Êtes-vous aussi chargé d'acquitter les dettes de M. de Beaugard? — demanda Bourrachon.

— Il est bon pour payer celles de son honneur, comme toutes les autres — répartit vivement Simon.

— Toujours par procuration, et la preuve c'est que vous intervenez dans une affaire qui ne regarde que lui.

— C'est ce qui vous trompe, monsieur; elle me regarde d'abord. Vous savez parfaitement que j'étais l'ami du comte de Beaugard, et en parlant de lui devant moi comme vous venez de le faire, il est évident que vous avez eu l'intention de m'insulter.

— Ce n'est pas si mal raisonné pour un provincial — riposta Bourrachon avec le sang-froid le plus insultant.

— Insolent — s'écria Simon en se levant. Bourrachon se leva aussi; les trois jeunes gens se jetèrent entre eux.

— Pas d'éclat! messieurs — dit le plus raisonnable de la bande.

— J'y consens — répartit Bourrachon — pourvu que nous en finissions à l'instant même.

— C'est aussi mon désir — se hâta de répondre Simon, qui craignait autant de voir arriver le baron et Tristan qu'il le désirait peu d'instantanément.

— Un de ses messieurs voudra-t-il bien me servir de témoin? — ajouta Simon. — Ce sera encore un moyen d'en finir plus vite.

— Je suis à vos ordres, monsieur — dit un des trois jeunes gens.

— Garçon, allez nous chercher deux fiacres, et si vous pouvez tenir votre langue, ne soufflez mot de ce qui vient de se passer.

Le garçon obéit à cet ordre de Bourrachon, qui lui enjoignit en outre d'envoyer les deux fiacres à la porte de l'armurier Devismes, chez lequel on allait se procurer des épées et des pistolets.

Dix minutes après cette scène, d'Igornay et Tristan arrivaient au café Tortoni. Le baron était radieux : il avait obtenu